

L'ÉCOLOGIE POLITIQUE

RAYMOND MORVAN ET ALAIN QUESNEL

CONFÉRENCE À L'UNIVERSITÉ POPULAIRE D'ÉVREUX

VENREDI 29 MAI 2010

Introduction :

Après l'échec – prévu et prévisible – du sommet de Copenhague ; après les scandales financiers qui marquent l'usage du « droit à polluer » issu du Protocole de Kyoto (1997) ; après l'enterrement, sans fleurs ni couronnes, du « Grenelle de l'environnement » français, que reste-t-il de l'écologie politique ? Que reste-t-il de la portée, de l'efficacité, de la cohérence de son discours ? On n'évoquera pas ici les péripéties électorales ou politiciennes des courants de pensée qui en appellent à l'écologie. On prendra au sérieux l'expression « écologie politique. » D'un côté, elle fait référence à une science constituée qui étudie les inter-actions entre des entités vivantes : terres, plantes, animaux...- et renvoie donc aux questions ayant trait au « statut » de la science dans notre société. De l'autre, elle prétend dire quelque chose sur les sociétés humaines, leurs modes de fonctionnement et proposer des réponses à leurs problèmes.

Nous reviendrons donc sur la naissance du concept d'écologie politique, et sur ses fondements théoriques, sur les variantes du discours écologique, avant d'aborder les points les plus problématiques du discours tenu (et généralement reçu, au point qu'il en devient envahissant) au nom de l'écologie. Nous analyserons quelques expressions. Particulièrement significatives de ce discours.

L'HISTOIRE D'UNE IDÉE

L'expression : « écologie politique » apparaît, en France et ailleurs, vers la première moitié de la décennie 1970 (1974 en France). Le contexte idéologique de sa naissance la lie intimement à un aspect des mouvements de contestation qui ont soulevé le monde (et pas seulement la France) en 1968 : la critique de la « société de consommation » émanant de certains milieux étudiants et intellectuels. Cette critique se fonde, en particulier, sur les livres d'Henri Lefebvre (*Critique de la vie quotidienne*), d'Herbert Marcuse (*L'Homme unidimensionnel*) et les publications de l'Internationale situationniste. Elle chemine parallèlement à une recrudescence des mouvements paysans et des grèves ouvrières dans la période 1967-1968. On constate les tares d'une société qui, selon un slogan de 1968, privilégie l'avoir sur l'être et fait de la consommation non plus un moyen mais une fin en-soi. Le « choc pétrolier » de 1973 souligne brutalement qu'un des fondements des « sociétés industrialisées » (comme on disait alors) manquera un jour. Il faut donc imaginer une autre civilisation.

Les manifestations de cette forme de contestation sont nombreuses, diverses selon les pays. Un peu partout, de jeunes gens, souvent des étudiants en rupture d'université, tentent de créer des communautés rurales, sortant du mode de production capitaliste et d'un mode de consommation fondé sur l'obsolescence organisée et le gaspillage systématique. Le phénomène, sociologiquement significatif, sera un feu de paille. Cependant, en France, comme ailleurs, une mouvance apparaît et se structure peu à peu. Elle est diverse dans ses formes : associations qui luttent pour la préservation de la nature (Les Amis de la terre ; Greenpeace) ; associations de défense des consommateurs (« que Choisir », sur le modèle proposé par Ralph Nader aux USA). Une revue, *La Gueule ouverte*, naît en 1972 sous l'égide de Pierre Fournier, décédé en 1973. Cette revue, devenue hebdomadaire, annonce la prochaine « fin du monde » et impulse de nombreux combats, notamment contre le

nucléaire et le tout-automobile. Ces luttes se concrétiseront avec la candidature de l'agronome René Dumont aux élections présidentielles de 1974, où il obtiendra 1,32% des voix. L'essentiel de la campagne électorale est fondée sur la prochaine raréfaction des ressources de la planète, notamment sur le plan alimentaire. On constatera que, dans le même temps, un rapport du « Club de Rome » (1972), constitué de technocrates européens, prône la « Croissance Zéro. » Ce rapport fait grand bruit et reçoit l'assentiment des écologistes d'alors.

Sur ces bases, apparaissent des organisations écologistes et un discours politique qui peu à peu se structurent, jusqu'à la fondation d'un parti écologiste (les Verts, 1982) comme il en existe déjà dans d'autres pays dits industrialisés. Ce mouvement a de lointains ancêtres. La question des limites des ressources de la planète reprend l'antienne de Thomas Malthus : la quantité de nourriture disponible augmente de façon arithmétique ; la population augmente de façon géométrique et donc, la terre ne pourra pas nourrir un nombre illimité d'humains. Charles Darwin, fondant sa théorie de l'évolution des espèces, emprunte à Malthus le concept de « lutte pour la vie. » Son disciple allemand, Ernst Haeckel crée le terme « écologie » pour désigner l'étude des interactions entre des organismes vivants dans un milieu donné : Darwin ayant montré que l'évolution repose sur la plus ou moins grande adaptation d'un organisme au milieu environnant, Haeckel pose le milieu comme un nouvel objet scientifique. Rien de plus légitime : la même idée couvait en France sous le nom de « mésologie.¹ » Une chose semble acquise : le milieu gouverne les êtres humains au même titre que les diverses espèces végétales et animales.

La cause du réel déséquilibre écologique généré par la société moderne semble vite trouvée : c'est la technique, puissance autonome qui s'est développée de son propre mouvement, indépendamment de tout choix humain. Heidegger et Jacques Ellul sont appelés à la rescousse pour analyser cette nouvelle forme de fatalité qui pèserait sur l'humanité.

La technique étant mise en cause, c'est la science qui va bientôt comparaître devant le tribunal « écologiste . » Le transcendantalisme américain (Emerson et surtout Thoreau) sera ainsi invoqué pour se débarrasser, une fois pour toute, de toute forme de rationalisme. On amalgame dans un syncrétisme sans principes, le bouddhisme, la gnose, l'hindouisme. Ces points de vue sont marginaux, minoritaires, mais ils font partie de la nébuleuse « écologiste. »

La réflexion écologiste cherche alors, légitimement, à se donner une cohérence sur le plan philosophique. Nous laisserons, momentanément, de côté les théories de Lovelock, contenue dans son livre : *L'Hypothèse Gaïa* (1974). Elles ne sont pas négligeables, mais font supposer que la disparition de l'humanité ne serait qu'un moindre mal. Deux autres philosophes se sont intéressés à la sauvegarde des équilibres vitaux.

Le premier est **Michel Serres**. Dans son ouvrage *Le Contrat naturel* (1990), il observe d'abord que seuls les « savants » peuvent connaître le danger éventuel, mais qu'il incombe aux politiques de prendre les mesures pour y faire face. Le seul rôle des scientifiques est de porter leur témoignage objectif (et le débat qui en jaillit) sur la place publique. Le « savant » devient ainsi le porte-parole de la nature et appelle à une nouvelle éthique : de la même façon que les sociétés humaines reposent sur un contrat tacite (voir Jean-Jacques Rousseau), il faut que l'homme noue un autre contrat, un véritable pacte, avec la nature. Ceci suppose, évidemment, que les débats qui traversent la communauté scientifique soient publics et publiquement tranchés (quand la chose est possible).

¹ Le concept de « mésologie » est forgé par le géographe et anthropologue français Louis-Adolphe Bertillon (1821-1883). Il l'emportera longtemps, dans les milieux scientifiques français, sur celui d'écologie. Les deux concepts désignent une même science.

Une autre interprétation de l'écologisme apparaît dans les travaux d'**Hans Jonas** (1903-1993). Dans son œuvre majeure (*Le Principe de responsabilité*, 1979), il énonce sa réponse aux problèmes que pose une société fondée sur le progrès technique. Selon lui l'homme doit trouver une solution aux dangers qu'il a lui-même créés par la conjugaison de la science et de la technique. Il lui revient une nouvelle forme de responsabilité qu'il est tenu d'exercer. Jadis, la notion de « responsabilité » était simple : on évitait de faire du tort à autrui et, s'il advenait qu'on en causât, on devait s'efforcer de le réparer. La responsabilité selon Jonas n'est pas seulement actuelle : Elle porte sur le futur et interdit à l'homme d'entreprendre quoi que ce soit qui pourrait mettre en danger les générations à venir. Une telle responsabilité impose qu'avant toute innovation technologique, on connaisse expressément les dangers qu'elle peut (effectivement) faire encourir. Elle suppose donc une connaissance non seulement préalable à l'action mais à la connaissance elle-même qui appelle le fameux « principe de précaution » qui dérive tout droit de la pensée de Jonas. Il développe alors la nécessité d'une « heuristique² de la peur » : il faut que l'homme découvre, avec terreur, les possibles conséquences de ses actes, de l'usage qu'il fait de la techno-science. À qui incombera de faire régner le « principe de responsabilité », le « principe de précaution » et l' « heuristique de la peur » ? À une « dictature bienveillante. » C'est, à ce jour, le fin mot de la philosophie politique « écologiste » ; Le terme de « dictature », un peu brutal est devenu : « gouvernance. »

Il n'est pas facile d'opérer des distinctions dans le (ou les) discours se revendiquant de l'écologie. On dira : je n'ai pas lu Michel Serres ou Hans Jonas, ni aucun des profonds penseurs que vous citez, mais je crois sincèrement qu'il convient de sauvegarder la planète pour les générations à venir. On ne peut qu'approuver ce propos humaniste, indiscutable sur le seul plan moral. Mais, passé le cap de l'intention, où est le projet politique ? quelle société ce vœu pieux dessine-t-il ? une « dictature bienveillante » ? une « démocratie éclairée » ? Que faut-il faire immédiatement ? À considérer les programmes des divers partis écologistes européens et mondiaux, on renonce vite à concevoir une plate-forme commune... Et pourtant, le discours est le même partout : il est urgent de sauver la planète. Hâtons-nous (lentement) car la catastrophe est proche !

Il y a (à défaut d'actes **et pour cause** !) actuellement un consensus « écologiste » : tous les partis, sans la moindre exception ont la fibre « verte. » Tout le monde est d'accord pour sauver le panda géant, pour protéger l'ours polaire et le rhinocéros. Tout le monde est d'accord pour constater qu'on consomme trop et n'importe quoi, qu'on gaspille des ressources limitées à la surface de la planète, qu'on en néglige d'autres, renouvelables. Ces constats pourraient effectivement guider une vision politique. Le moins que l'on puisse dire est qu'ils ne le font pas : le discours de la soi-disant « écologie politique » est mité depuis le départ. Ce discours mérite d'être interrogé.

Aujourd'hui un certain discours « écologiste » (qui exclue tout autre discours possible, même se réclamant également de l' « écologie ») semble faire l'unanimité. Il semble que, comme dans le domaine économique, il n'y ait pas d'alternative : le fameux « TINA » de Margaret Thatcher ! Il convient de s'intéresser à ce discours unique et consensuel et d'en analyser certains aspects.

CRITIQUE D'UN DISCOURS CONSENSUEL

Le discours de l'écologie politique présente des facettes multiples et contradictoires. Il y a plus que des nuances entre les tenants de l'*écologie profonde* et ceux de la *décroissance*, entre les partisans d'une *croissance verte* et ceux de l'*écologie sociale*. Nous nous en tiendrons donc à quelques éléments qui sont communs à tous.

² L'heuristique est ce qui, dans les sciences organise et permet la découverte.

Si le genre humain est menacé, c'est pour ne pas avoir pris en compte **la finitude des ressources de la planète**. C'est le point fort et le moins contestable du discours écologiste. Il appelle toutefois trois remarques :

- a) Certains écologistes, et non des moindres reprennent sans le moindre changement le discours malthusien : le risque immédiat est que la planète se trouve dans l'incapacité de nourrir l'ensemble des êtres humains. Le député des Verts, Yves Cochet, a profité d'un colloque de la revue de la décroissance *Entropia*, à Paris, pour apporter une solution surprenante à l'actuelle crise économique et écologique. Selon lui, un enfant européen ayant «un coût écologique comparable à 620 trajets Paris-New York», il faudrait faire voter une directive baptisée «grève du troisième ventre» qui inverserait l'échelle des prestations familiales. Rappelons que Dumont aux présidentielles de 74 demandait déjà suppression des allocations familiales à partir du 3^{ème} enfant. La tentation malthusienne est décidément une constante des mouvements écologistes. Il faut restreindre, au besoin par la coercition, l'augmentation de la population mondiale. Le malheur de ce discours est qu'il est aussi faux que l'était celui de Malthus ! Les progrès de l'agronomie ont permis de développer la production agricole au point qu'elle est aujourd'hui excédentaire pour les 7 milliards d'humains ! Ce qu'il faut constater, c'est qu'un milliard d'humains souffrent d'une famine endémique ; que dans les pays dits développés, ceux où l'on met des terres arables en jachères, des centaines de milliers de gens ne mangent pas à leur faim tandis que pour écouler les surplus ou spéculer, on détruit sciemment l'agriculture vivrière de pays africains sud-américains, voire asiatiques. On rappellera ici les « émeutes de la faim » de 2008 : des millions de gens manquaient de riz, leur aliment de base, alors que les « greniers » mondiaux en regorgeaient. Qui a organisé la pénurie, en 2007 ? pourquoi ? La production agricole mondiale actuelle pourrait nourrir 12 milliards d'humains. Et l'on vient nous parler du péril démographique !
- b) En dehors des ressources vivrières, qu'en est-il des autres ? Certaines sont d'évidence non-renouvelables et menacées d'un épuisement plus ou moins proche suivant l'usage qui en sera fait (minerais, hydrocarbures...). Est-ce un drame ? Qui se souciait au XIX^e siècle (et même au début du XX^e) de la richesse du sol en uranium ? Qui se souciait au XVIII^e siècle des gisements de pétrole disponibles ? Quelle est la source d'énergie qui comptera dans ce siècle et dans le suivant ? Qui peut prétendre le dire ? Faut-il nécessairement en avoir peur ? L'histoire humaine n'a été qu'une suite de mutations, lentes ou brutales. Le type de société où nous vivons n'est assurément pas, malgré ce que certains en disent, la « fin de l'histoire. » En quel sens ira l'évolution de l'humanité ? A coup sûr, la nécessaire réflexion sur la raréfaction des ressources non renouvelables ne suffit pas à trancher cette question.
- c) En ce qui concerne les ressources renouvelables, un seul exemple vaut mieux qu'une vision théorique générale. Prenons celui de l'eau potable, ressource vitale s'il en est. Toutes les données connues montrent que la quantité de précipitations sur la Terre est globalement la même depuis un siècle. Si la théorie du « réchauffement global » est juste (et il n'y a pas a priori à en douter), cela devrait entraîner une plus grande évaporation à la surface des océans, donc une possibilité accrue de précipitations. Seule une petite partie de ces précipitations est actuellement captée par l'humanité. Le reste retourne aux océans et nourrit les précipitations futures. Les réserves en eau sont donc potentiellement énormes et dépassent très largement les besoins actuels de l'humanité. Pourtant, il y a véritablement, dès aujourd'hui, un problème de l'eau, susceptible d'engendrer des tensions voire des conflits. Pourquoi ? Dans certains cas, rares et précis, la cause peut provenir de conditions géographiques complexes : par exemple les terribles sécheresses récurrentes du Sahel. Dans quelques autres, la géographie et l'histoire se conjuguent pour causer le manque d'eau : ainsi du Sertao (Nord-est du Brésil) où les conditions naturelles difficiles ont été aggravées par l'exploitation des terres sur le mode des latifundias. Pour autant, la pénurie d'eau ou sa distribution inégale relève d'abord de facteurs politiques et économiques conjoints. La Palestine (la Cisjordanie) n'est pas dépourvue d'eau.

Les Palestiniens le sont par le contrôle qu'exerce Israël sur les sources du Jourdain à partir du plateau du Golan et des montagnes qui l'entourent. L'assèchement de la mer d'Aral n'est pas une catastrophe écologique « naturelle » mais la conséquence de la politique économique stalinienne qui a consisté (et consiste encore) à détourner les eaux du fleuve Daria pour irriguer les champs de monoculture du coton. Si demain le coton turkmène ou kazakh n'intéresse plus les marchés, la mort programmée de la mer d'Aral peut être remise en cause.

Cela pose la question de ce qu'on appelle **productivisme**. La plupart des mouvements écologistes associent dans une même condamnation le capitalisme et le marxisme, renvoyés dos à dos comme étant des « productivismes. » Or la définition du capitalisme comme « productivisme » est une définition extrêmement-réductrice qui conduit à marginaliser la dimension sociale. Le capitalisme repose sur la production et la vente de marchandises dans le cadre de rapports sociaux qui visent la réalisation d'une plus-value lors de cette vente. Il repose sur l'exploitation du travail salarié en vue du profit maximum. Le capital, c'est d'abord et avant tout un rapport de domination d'une classe sur une autre.

Marx ne cesse d'ailleurs d'insister sur le caractère destructeur du capitalisme. Un célèbre passage de L'Idéologie allemande le met en valeur : « *A un certain stade de leur développement les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction, avec les rapports de production existant (...). De formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports deviennent des entraves et naissent des forces productives et des moyens de circulation qui ne* » peuvent être que néfaste dans le cadre des rapports existant et qui ne sont plus des forces productives mais des forces destructives (le machinisme et l'argent) et, fait lié au précédent, il naît une classe qui supporte toutes les charges de la société et qui est expulsée de la société. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale. »

Tous les aspects destructeurs du capitalisme sont évoqués par Marx,

* la destruction de la nature

* la destruction du travail vivant par le chômage massif (même si les chiffres sont manipulés, le nombre de chômeurs est au minimum, dans notre pays de 2,4 millions dans la catégorie 1 et ils se situent entre 4 et 6 millions si l'on considère tous les aspects et catégories du chômage)

* la destruction des moyens de production par la fermeture des usines. Dans une ville comme Evreux, 10 000 emplois industriels ont été perdus en 10 ans et les friches industrielles se sont multipliées. Tous les secteurs ont été touchés : l'automobile, l'habillement, la métallurgie, la mécanique, l'imprimerie, le secteur pharmaceutique... À l'échelle du pays, 2 millions d'emplois industriels ont été perdus en 26 ans (Denis Langlet : *L'industrie dans la tourmente de la finance*, L'Harmattan).

* La destruction de la culture, de l'enseignement, de la recherche fondamentale, des services de santé, des services publics.

* La dimension destructrice du capitalisme se manifeste particulièrement dans le fait que l'industrie de l'armement est un volant d'entraînement de l'économie largement utilisé par les gouvernements pour tenter de juguler les récessions. Selon Magdoff, en 1970, pour un dollar investi dans le secteur de l'armement, 1 à 1,4 dollar était engendré dans le PNB des USA. Or comme toute marchandise une arme est destinée à être vendue, détruite et remplacée. De l'économie d'armement à l'économie de guerre, il n'y a donc qu'un pas. À peu de frais pour les capitalistes, l'État garantissant leurs débouchés en passant par les marchés publics. Les dépenses militaires mondiales ont atteint de nouveaux records en 2009. Les USA, premiers dans ce secteur, ont investi 661 milliards de dollars dans ce domaine, 47 de plus qu'en 2008. La France, troisième en la matière, a investi 63,9 milliards de dollars. Au total, 54 opérations de « maintien de la paix », se sont déroulées dans le monde en 2009.

* Ajoutons que le capitalisme modèle la sphère de la consommation selon ses besoins et ses capacités de récupération sont considérables. Il programme l'obsolescence des objets et un consumériste destructeur qui repose sur une frustration sociale et sur l'appauvrissement généralisé des relations humaines.

Devant un tel tableau, on ne peut réduire le capitalisme à sa dimension productiviste.

L'écologie politique (et scientifique) pose **les rapports entre l'homme et la nature** comme fondamentaux et même vitaux. On ne saurait faire objection à cette pétition de principe. Toutefois, le discours écologiste offre de curieuses figurations de ces rapports.

- a) On laissera ici de côté la pure et simple déification de la Nature prônée par les adeptes de « l'hypothèse Gaïa » et de « l'Écologie profonde. » On ne s'attardera pas plus sur le pseudo-rousseauisme (contraire aux thèses de Rousseau) qui veut que tout ce qui est « naturel » soit bon. Qu'en pensent les survivants d'un séisme ou d'un tsunami ? Du reste, la grippe, la peste, le choléra et les morpions sont tout ce qu'il y a de plus « naturels ! »
- b) Plus sérieuse est la position de Michel Serres concernant la nécessité d'un « Contrat naturel. » Elle soulève néanmoins deux objections.

La première concerne le rôle dévolu à la « communauté scientifique » dans la passation ou la signature du dit contrat. Elle a la charge de faire connaître les données d'un problème (le réchauffement climatique global par exemple) pour provoquer le débat démocratique et laisser aux instances politiques représentatives le soin de prendre les décisions. Serres laisse de côté le fait que la dite « communauté scientifique » n'est pas une entité purement idéale ; qu'elle ne travaille pas hors de toute contingence matérielle mais dans des institutions et des laboratoires étatiques ou privés ; enfin qu'elle est elle-même traversée par des contradictions et des débats, théoriques certes, mais aussi politiques et économiques. Dans l'écologie politique la question du lien entre les deux est d'emblée posée.

Il convient de revenir sur ce point sur un évènement récent fort révélateur et très dangereux. Il ne nous appartient évidemment pas de prendre position sur les hypothèses qui s'affrontent concernant le réchauffement climatique. Par contre nous pouvons tirer quelques enseignements d'une prise de position récente de 400 chercheurs français travaillant dans le domaine du climat. Ils se sont adressés à la ministre en ces termes à Mme la Ministre de la Recherche : « [Nous, scientifiques du climat, attachés au devoir de rigueur scientifique, interpellons les structures référentes de la recherche scientifique française, face aux accusations mensongères lancées à l'encontre de notre communauté.](#) »

Le texte demande ensuite à la ministre à dessein « *une réaction* » et « *l'expression publique de sa confiance vis à vis de notre intégrité et du sérieux de nos travaux* ». Autrement dit un arbitrage politique entre des thèses scientifiques ! QUI NE VOIT LE DANGER D'UNE TELLE PÉTITION ? Faudrait-il en revenir aux temps de Galilée ou de Lyssenko, au temps où Staline dictait le « VRAI » en génétique et en biologie où Aragon enfilait sa blouse blanche de biologiste pour mettre au pas de grands savants comme Jean Rostand ou Marcel Prenant ? À la suite de cette pétition Jean-Marc Levy-Leblond a publié dans Libération un bref article qui nous semble bien poser le problème

« Que les signataires jugent nécessaire de faire appel aux pouvoirs politiques et administratifs pour conforter leurs positions revient à reconnaître le manque d'indépendance qui leur est reproché par leurs adversaires, et qui obère la fiabilité des travaux du Giec, organisme d'experts gouvernementaux. La « communauté » des climatologues marque un but (de plus) contre son propre camp.

Quelle que soit la violence du débat et l'inévitable mauvaise foi qui l'accompagne chez certains interlocuteurs de part et d'autre, cet appel inédit au pouvoir politique pour intervenir dans un débat scientifique est

masochiste. Comment les signataires ne voient-ils pas qu'ils font cadeau à leurs adversaires d'un argument massue en leur conférant la palme du martyr et en leur donnant l'aura d'un Galilée injustement persécuté par les institutions de son temps ? Les tenants de la position (encore) majoritaire ne sauraient au demeurant revendiquer l'exclusivité de la préoccupation éthique. Comme vient de le démontrer le biologiste et philosophe Henri Atlan, insoupçonnable sur ce plan, une application abusive du principe de précaution fausse les évaluations scientifiques et conduit, pour «sauver la planète» demain, à négliger aujourd'hui d'aider le grand nombre des humains qui y vivent si mal.

Ne faudrait-il pas commencer par reconnaître, avant que de prendre un ton de vertu offensée, que le «*pacte moral qui lie chaque scientifique à la société*» [expression utilisée dans l'appel des 400 scientifiques, ndlr] a été depuis quelques décennies largement écorné par le comportement même des scientifiques, aussi sujets que tout autre milieu professionnel à la fraude (affaires Schön, Hwang, etc.) et au plagiat (conflit Gallo-Montagnier, etc.) et plus généralement par l'assujettissement croissant de la science aux intérêts économiques ?

On ne peut ignorer que la communauté scientifique fait son travail dans les mêmes conditions sociales, politiques et économiques que les autres travailleurs. L'exemple du « Groupe international d'experts sur le changement climatique » (GIEC) est probant. Créé sous l'autorité de l'ONU et des gouvernements et au coeur des débats actuels se trouve une institution, le GIEC, fortement contestée suite aux révélations en cascade de problèmes dans le 4ème rapport (« AR4 ») du GIEC, le panel des experts du climat mandatés par l'ONU. Plusieurs types de problèmes ont été soulevés : introduction de biais et déformation du contenu d'études citées, mails fabriqués, manque de fiabilité des données et rapports du GIEC sur le niveau de la mer aux Pays Bas, estimation de la fonte des glaciers himalayens...

Dès le début de cette affaire, Judith Curry, spécialiste du changement climatique, avait déclaré **"J'espère que cette affaire changera l'approche des scientifiques concernant la manière dont ils présentent leurs données au public et dont ils réagissent aux critiques formulées à propos de leur travail. A mon avis, il y a deux questions importantes qui sont soulevées par ces mails qui entravent la crédibilité des sciences climatiques auprès de l'opinion publique :**

- manque de transparence concernant les données climatiques [refus de communiquer les données brutes]

- comportement "tribal" visant à empêcher le déroulement normal d'évaluation par les pairs des publications scientifiques."

Le GIEC se caractérise entre autres par un confiance absolue dans des modèles mathématiques et informatiques (sur ce point, voir le texte de Denis Collin sur le site « la sociale »)

La seconde objection que l'on peut faire à Michel Serres porte sur l'idée même de contrat. Le terme est juridique : il renvoie à l'existence d'un droit, donc à une certaine forme d'organisation sociale. Plus encore, la notion de « Contrat naturel » rappelle le mythique « Contrat social. » Cela seul suffit à mettre en cause sa validité : le Contrat social, comme tout contrat, suppose entre les contractants l'extériorité (on ne passe pas contrat avec soi-même) et l'égalité (sinon ce n'est plus un contrat mais la loi du plus fort). Or, s'il est une chose que l'écologie scientifique comme la simple expérience nous ont appris, c'est que l'homme n'est pas extérieur à la nature. Il n'est pas non plus en situation d'égalité avec les éléments qui l'entourent. Le rapport de l'homme et de son environnement ne peut pas être de l'ordre juridique du contrat parce que la nature n'est pas un être de droit. La thèse de Serres disjoint artificiellement l'homme de la nature et projette sur leurs rapports un mode proprement humain, proprement social.

c) **Le principe de précaution** constitue un élément essentiel du discours écologiste. Il dérive tout droit du **principe de responsabilité** établi par Hans Jonas. Ce principe éthique part du constat suivant : « **il n'est plus dépourvu de sens de demander si l'état de la nature extra-humaine, la biosphère dans sa totalité et dans ses parties qui sont maintenant soumise à notre pouvoir n'est pas devenue, par le fait même, un bien confié à l'homme et qu'elle a quelque chose comme une prétention morale à notre égard – non seulement pour notre propre bien, mais également pour son propre bien et son propre droit.** » L'humanité, soumise à un développement technique qui lui échappe, doit s'interdire d'entreprendre quoi que ce soit qui pourrait nuire aux générations futures. Sur le plan éthique, ce principe de responsabilité est irrécusable. Le problème tient à la difficulté de le traduire en termes politiques où ce principe devient **principe de précaution**. La notion apparaît en Allemagne dans les années 1970, est mise en application dans la convention de Vienne (1985) sur la protection de la couche d'ozone. Elle est le principe fondamental du rapport Bruntland sur le développement durable (1988). Elle est le dixième principe retenu au sommet de Rio (1992). Elle entre dans le droit positif européen (article 130 du traité de Maastricht) puis dans le droit français (loi du 2 février 1995). Dorénavant, la question est simple : faut-il renoncer à toute innovation techno-scientifique parce qu'elle contient un danger potentiel (et peut-être pas perçu) ? En ce cas, le premier homme qui a taillé un silex aurait dû penser que ce qu'il voyait comme un outil pouvait devenir une arme. Il est certain que, lors de leurs travaux sur le radium, Pierre et Marie Curie n'avaient pas en perspective l'arme nucléaire.

Là encore, un exemple s'impose. Celui des OGM fait bien l'affaire ! Contre les manipulations génétiques, le discours écologiste en appelle au principe de précaution.

Un constat strictement historique s'impose : depuis la naissance de l'agriculture et de l'élevage, au néolithique, de façon empirique et plus ou moins raisonnée, les hommes ont créés des plantes et des races d'animaux domestiques, par greffes, croisements, hybridations, sélections. Selon l'historien et ethnologue Alfred Métraux, les Indiens du Pérou, sous les Incas, avaient créé 700 espèces de pommes de terre. Celui qui mange aujourd'hui une reine-claude consomme une prune créée par un horticulteur et dédiée à l'épouse de François 1^{er}. Personne d'entre nous n'a mangé une tomate à l'état de nature : elles n'existent plus depuis longtemps.

Dans ces conditions, on pourrait penser que les progrès de la génétique, notamment le décryptage des génomes de certaines plantes et animaux, permettront d'éviter les tâtonnements, voire les errements, inhérents à la démarche strictement empirique qui, en ce domaine, a guidé jusqu'ici l'humanité. Dans un tel cas, le principe de responsabilité et son corollaire, le principe de précaution, ne devraient pas s'appliquer en amont de la recherche mais en aval. Ceci pose néanmoins deux problèmes, l'un technique, l'autre politique. Le problème technique vient de la radicale nouveauté des OGM : il ne s'agit plus, comme par le passé, de croiser des organismes parents (possédant des ADN compatibles), mais de la possibilité d'introduire des fractions d'ADN d'un organisme dans un autre sans aucune parenté génétique (mettons : des gènes de pétunia ou de luciole sur un porc). Il y a un risque technique (et vital) évident à laisser prospérer librement de tels organismes : d'où l'effective inquiétude en ce qui concerne la culture d'OGM en plein champ.

Le problème politique est clairement formulable : qui décidera des usages de cette nouvelle technologie ? Selon quels critères ?

Le problème fondamental ne vient pas de la techno-science elle-même, mais du fait qu'elle est largement dominée par une des 15 sociétés multinationales³ qui visent moins le progrès réel de l'agronomie et le bien-

³ 13 de ces firmes sont nord-américaines. Les 10 premières couvrent plus de 80% du marché mondial. La principale est MONSANTO (USA). Suivent : DU PONT (USA), DOW AGRO SCIENCE (filiale de Dow Chemical, USA), NOVARTIS (Suisse), ZENECA (Royaume-Uni), AVENTIS (France).

être de l'espèce humaine que l'accumulation des profits. Quand Monsanto veut commercialiser et généraliser une espèce de maïs qui, une fois développée, ne produit pas de graines et contraint donc les agriculteurs à lui racheter de nouvelles graines pour la production de l'année suivante⁴, un problème se pose effectivement : ce n'est pas celui de la recherche scientifique mais bien celui de la toute-puissance d'une société multinationale en situation de quasi-monopole. Le principe de précaution vise la libre recherche en elle-même mais pas ses instigateurs et ses profiteurs. La faiblesse du discours écologiste vient de ce qu'il s'arrête où commence la finance.

Un autre point du discours de Hans Jonas mérite une mention : « l'heuristique de la peur. » Ce n'est que face à la menace que l'homme comprend à quelles valeurs il tient : « Tant que le péril est inconnu, on ignore ce qui doit être protégé et pourquoi il le doit : contrairement à toute logique et à toute méthode, le savoir à ce sujet procède de ce contre quoi il faut se protéger. C'est le péril qui nous apparaît d'abord et nous apprend, par la force du sentiment qui devance le savoir, à voir la valeur dont le contraire nous affecte de cette façon. Nous savons seulement ce qui est en jeu lorsque nous savons que cela est en jeu. » Jonas réduit à rien « logique » et « méthode » au profit du « sentiment » et de la « peur » qui deviennent les seules vraies sources de savoir. D'un trait de plume, il abolit tout rationalisme, toute démarche scientifique objective. Et puisque l'homme ne saurait fonctionner qu'au sentiment, il ne saurait être question de lui laisser la conduite de son destin : une « dictature bienveillante » entretiendra sa peur, la réveillera au besoin et se chargera de résoudre les problèmes. On peut considérer que ce beau programme est en voie de réalisation. Le discours écologiste baigne dans un catastrophisme apocalyptique (dans les années 1970, il annonçait une nouvelle ère glaciaire, aujourd'hui une surchauffe ; hier la couche d'ozone disparaissait, aujourd'hui on n'en dit plus rien) face auquel on peut en appeler à une union sacrée de toute l'humanité : il n'y a plus de riches ni de pauvres ; nous sommes tous des pollueurs ; nous sommes tous dans le même bateau et il coule. C'est le « Syndrome du Titanic », selon le titre du film de l'amusant Nicolas Hulot. Parmi les rescapés du fameux transatlantique, il n'y avait aucun des pauvres émigrants qui logeaient dans les soutes.

d) Il est toutefois possible de concevoir autrement les rapports de l'homme et de la nature extérieure à lui. L'exemple le plus typique en est la pensée d'Elisée Reclus (1830-1905). Théoricien anarchiste, il est aussi un des plus grands géographes de son temps. Ses nombreuses études de terrain l'ont conduit à inventer ce que l'on nomme « géographie humaine » et qu'il préférait appeler « géographie sociale. » Si certaines de ses formulations sont datées, sa pensée elle-même, aujourd'hui redécouverte, reste neuve. Il connaît l'écologie de Haeckel, avec qui il est en correspondance, mais n'utilise jamais le mot. Pour lui, l'homme est inséparable de la nature ; il est même : « la nature prenant conscience d'elle-même. » À ce titre, l'homme n'a cessé d'agir et ne cessera d'agir sur ce qui l'entoure. Le monde que nous connaissons (à l'époque de Reclus, déjà) a largement été modelé, modifié par l'homme. Toutefois, ce travail peut être « progressif » ou « récessif », comme le sont elles-mêmes les sociétés humaines. Curieusement, pour un homme de son temps, Reclus n'adhère pas à l'idée d'un « progrès » continu et linéaire : « progrès » et « regrès » se succèdent. Modifiée par l'homme, la nature le modifie en retour. Toutefois, le sens positif ou négatif de ce rapport relève uniquement de l'ordre politique : une « demi-civilisation » (c'est ainsi que Reclus regarde la société capitaliste) qui « ne profite point à tous », qui est dirigée par une élite auto-instituée, qui est minée de contradictions, ne peut aboutir à une harmonie entre l'homme et la nature extérieure. La question écologique ne peut être pensée hors de la question économique et sociale, c'est-à-dire de ce qui relève du politique.

Pour Reclus, qui n'oppose jamais la lenteur d'une possible évolution à la soudaineté d'une révolution, il est clair qu'il ne saurait y avoir de rapport harmonieux entre l'homme et la planète qu'il habite sans que soient résolus, au moins partiellement, les contradictions sociales. Sa solution est l'avènement d'une société

⁴ Le programme de Monsanto est fondé sur un gène appelé « Terminator. » On introduit dans la plante des gènes venant d'autres espèces qui auront pour fonction de bloquer la reproduction.

anarchiste : on est en droit de la considérer comme utopique ; cependant, elle a au moins le mérite d'être « politique. » On ne saurait en dire autant de l'écologisme actuel : la société humaine y apparaît comme un tout, une sorte d'entité métaphysique : l'Homme détruit la nature ! Quel Homme ? Vous ? Moi ? Nous sommes tous responsables de la planète que nous laisseront à nos enfants ! Certes, mais Mme ou M Dubois (ou Smith, ou Yuan...) qui économise l'eau, recycle ses déchets, sont-ils aussi responsables que BP, Monsanto, Total, Unilever... ? L'exemple de la « taxe carbone » à la française (ou plutôt du projet de taxe) est probant : tous les « écologistes » l'ont soutenu (de « droite » comme de « gauche »). Où vivent ces gens-là ? Sur quelle planète ? Ont-ils une notion exacte de ce qu'est la situation de l'emploi, des transports en communs en dehors des villes ?

CONCLUSION :

Le problème majeur de l'écologie politique est précisément qu'elle n'est pas « politique. » La situation sociale ne l'inquiète que médiocrement, parfois marginalement. Se borner à dire que la « civilisation » actuelle nuit aux équilibres vitaux et met effectivement en péril la survie d'une grande partie de l'humanité, c'est énoncer une demi-vérité. Il faudrait, pour être complet préciser en quoi l'organisation économique d'abord, politique et sociale ensuite, qui règne actuellement conduit à une destruction de la biosphère. Il faudrait opposer l'intérêt général (celui de l'humanité) aux intérêts particuliers. Il faudrait prendre en compte le fait que les sociétés humaines ne sont pas des ensembles homogènes mais sont traversées par des oppositions parfois vitales entre la majorité des hommes et ceux qui les dirigent.

De ceci, l'écologisme est incapable en pratique. Le discours en témoigne : il abonde en oxymores, ces expressions qui allient bizarrement des termes contradictoires : « développement durable », « croissance verte », « décélération de la croissance ». On en trouve l'écho immédiat dans le discours du pouvoir « néolibéral » : « financiarisation durable », « flexsécurité de l'emploi », « moralisation du capitalisme »... Toutes ces expressions tendent à préserver une « cohérence antagoniste. » Ceux mêmes qui ne jurent que par la « décroissance » empruntent leurs instruments de mesure à leur ennemi juré (le PIB). La confusion du discours témoigne simplement de la déliquescence de la société mondialisée actuelle. Elle ne propose rien. Cependant la crise écologique, économique et sociale (c'est la même) va son train d'enfer.

BIBLIOGRAPHIE

Michel SERRES : Le Contrat naturel

Hans JONAS : Le Principe de responsabilité

Catherine et Raphaël LARRÈRE : Du bon Usage de la nature (Pour une philosophie de l'environnement)